

PCD ou pas PCD?

Un parti qui attend sa reconnaissance depuis deux ans, des autorités qui hésitent à franchir le Rubicon et un courant islamiste qui se veut moderniste et qui multiplie les déclarations de bonne intention. Le long feuilleton du Parti de la Convergence démocratique (PCD, Hamd en arabe), n'a décidément pas fini de rebondir. Dernier épisode, la déclaration du président du CMJD dans laquelle il écarte l'idée d'un parti islamiste.

En 1992, au plus fort de la démocratie et alors que l'islamisme n'était pas encore ce "danger" que l'Occident craint et combat, Ould Taya avait fermement refusé que le parti islamiste Oumma ne soit reconnu officiellement. Ses militants se sont alors éparpillés entre le PRDS et l'UFD/E.N. Le mouvement n'était pas structuré au point de résister au pouvoir et maintenir la pression pour obtenir sa reconnaissance. Certains de ses éléments travaillaient même pour le déstructurer. Seule la tendance dont la figure de proue était Mohamed Jemil Ould Mansour essaya de maintenir un semblant de cohésion au sein de l'opposition. Mais après quelques années d'un mariage -de raison- au cours desquelles Jemil réussit à se faire élire maire d'Arafat sous l'étiquette RFD, le divorce est consommé en 2002. L'arrestation de Jemil et sa destitution et l'appel du pied des jeunes militants -de plus en plus nombreux- du mou-

vement ont fini par convaincre ses dirigeants que le régime de Ould Taya joue l'escalade. Le mouvement se ressaisit alors et commence à s'organiser.

En 2003, Mohamed El Hacem Ould Dedew, un grand érudit qui draine un nombre important de disciples, intègre le mouvement. Il n'en faut pas plus pour le pouvoir pour procéder à de grandes rafles. Il faut dire qu'entre temps, la lutte contre l'islamisme est devenue un phénomène à la mode et chacun veut avoir son danger qui le guette pour entrer dans le cercle des nations menacées que les Etats Unis et l'Occident traitent avec bienveillance.

Libérés une première fois après le coup d'Etat avorté du 8 juin 2003, les islamistes seront de nouveau arrêtés en 2005. Et ils seront libérés après un autre coup d'Etat, réussi celui-là, le 3 août 2005. Le pouvoir de Ould Taya avait essayé cette fois de les embarquer dans la même galère que les

Suite en page 3

Salafistes. Ce qui lui a valu de subir les foudres du GSPC algérien dont l'attaque d'un poste militaire à Lemghaity fera 15 morts parmi les militaires mauritaniens.

Eclaircie passagère

Quelques semaines après son arrivée au pouvoir, le Conseil militaire procède à la libération de la grande majorité des islamistes. Seuls ceux accusés d'avoir eu des relations étroites avec les groupes armés algériens où qui ont reconnu avoir subi des entraînements dans leurs camps croupissent encore en prison. La liberté provisoire que leur a accordée le tribunal a été refusée par le parquet et a été jugée pas moins qu'une provocation par les Américains. La réconciliation nationale promise par les militaires trouvera sa consécration avec la mesure d'amnistie générale. L'heure est à la décrispation. Les islamistes et leurs amis du Parti de la Convergence (PCD), croyant sans doute que le plus dur est passé, décident de franchir le pas et de déposer la demande de reconnaissance de leur parti au ministère de l'Intérieur. Une demande que ce même ministère avait toujours refusé de recevoir du temps de l'ancien président qui n'a jamais pardonné aux fondateurs de ce parti leur soutien au candidat Ould Haidalla en 2003.

Le 15 août, les dirigeants se rendent au ministère de l'Intérieur pour déposer le dossier du parti. Le directeur des Affaires politiques, qui ne s'était pas départi de ses vieux réflexes malgré le changement, refuse de le décharger. Il a fallu l'intervention du ministre pour que la demande soit acceptée. Le parti organise alors une conférence de presse pour informer l'opinion que sa demande a été acceptée et qu'il s'agit là d'un indicateur significatif de l'évolution des choses dans le bon sens. Le lendemain, le ministre de la

Communication par intérim fait une mise au point pour dire qu'aucun parti n'a encore été autorisé. Depuis, plus rien. La rumeur évoque un possible refus de reconnaître le parti, mais ses dirigeants n'ont pas été saisis officiellement. Reçu il y a quelques jours par le colonel Mohamed Ould Abdel Aziz (commandant du BASEP et homme fort du régime), le Dr Cheikh Ould Horma, président du PCD, a été rassuré par son interlocuteur. "Il m'a dit qu'il n'y a pas de problème a priori et que nous aurons la réponse avant les 60 jours prévus par la loi. Mais je considère au vu de la loi que nous sommes déjà un parti. Le récépissé délivré par le ministère de l'Intérieur confère au parti politique la jouissance de la personnalité morale et l'ordonnance sur les partis politiques ne prévoit pas le refus de le reconnaître, sauf s'il est constitué sur une base tribale, religieuse, régionale ou ethnique, ce qui n'est pas le cas de notre parti dont certains éléments, qualifiés d'islamistes, ne représentent pas 10% de ses membres et ils adhèrent au parti non comme mouvement, mais à titre individuel", a déclaré Dr Cheikh Ould Horma dans un entretien au Calame.

Concernant la déclaration du président du CMJD dans une interview à Jeune Afrique où il rejette l'idée d'un "parti islamiste qui prétendrait détenir l'expression politique de la religion", Dr Cheikh se dit ne pas être concerné par cette allusion. Selon lui, "si d'ici le 15 octobre, on ne nous notifie rien par écrit, nous considérons que nous sommes autorisés conformément à la loi. Et si on nous le refuse pour des motifs fallacieux, une hypothèse que nous n'avons pas envisagée, cela voudra dire que nous sommes dans une continuité de l'ancien régime et que tout ce qu'on nous raconte sur la justice et la démocratie n'est que des histoires".

Quel danger?

Existe-t-il réellement un danger islamiste en Mauritanie? Pourquoi les pouvoirs traitent-ils les islamistes de la même façon? La reconnaissance d'un parti islamiste risquerait-elle de déplaire au gendarme du monde, les USA? Pour ce cadre de l'opposition, peu suspect de sympathie islamiste, "il faut d'abord recentrer le débat et se demander pourquoi existe-t-il des partis chrétiens en Europe et pas des partis islamiques dans le monde musulman? Pourquoi doit-on renoncer à notre religion au moment où l'administration Bush, qui combat l'Islam, fait du prosélytisme chrétien. Ce n'est pas parce qu'on a des muscles qu'on peut faire n'importe quoi". Pour lui, "les islamistes du PCD sont en train de se démarquer de leurs éléments extrémistes. Jemil Mansour évoquait récemment la nécessité de combattre les extrémismes et la violence. Si ce régime veut faire évoluer les choses, il doit encourager le mouvement et ne pas accepter la vision américaine qui associe islamisme, terrorisme et extrémisme".

D'ailleurs les Etats Unis, qui ont compris que le tout répressif ne faisait que radicaliser les mouvements, sont en train d'essayer de nouvelles méthodes basées sur la reconnaissance et le dialogue. Un processus dit de banalisation de l'islamisme politique est en train de s'accélérer en Turquie (où le parti islamiste est majoritaire au Parlement), en Irak, en Palestine et en Egypte. Pourquoi pas en Mauritanie? Cela nous évitera à coup sûr un scénario à l'Algérienne où l'Armée (encore elle) avait pris la décision de dissoudre le FIS. Avec les conséquences que l'on sait.